

## Pères de l'Europe

Certains noms sont indissociables des premières étapes de la construction européennes : Robert Schuman pour sa Déclaration du 9 mai 1950, Jean Monnet, son inspirateur et le premier président de la Haute Autorité de la CECA, Konrad Adenauer, le chancelier allemand qui a fait adhérer au projet la jeune RFA, mais aussi Alcide De Gasperi, président du Conseil italien, Paul-Henri Spaak, premier ministre belge, Johan Willem Beyen, premier ministre des Pays-Bas, et Joseph Bech, le chef du gouvernement luxembourgeois. Sept pères fondateurs pour une construction naissante – la CECA – appelée à un grand avenir – l'Union européenne.

Bien d'autres avant eux avaient avancé l'idée d'une Europe unie, Aristide Briand et Richard Nikolaus de Coudenhove-Kalergi notamment, mais aussi, plus loin, Victor Hugo, avec son célèbre discours sur les « Etats-Unis d'Europe », le 21 août 1849 au Congrès de la Paix, Winston Churchill, qui, dans son « discours à la jeunesse étudiante » à l'université de Zurich en 1946, exprima sa vision d'une Europe unie comme remède aux passions nationalistes de l'Europe.

Bien d'autres, après eux, ont également joué un rôle majeur dans la construction européenne : l'Allemand Walter Hallstein, premier président de la Commission européenne, en 1958, l'Italien Altiero Spinelli, intellectuel et homme politique, auteur du *Manifeste de Ventotene* et inspirateur d'un projet de traité sur l'Union européenne en 1984, ou encore Jacques Delors, président charismatique de la Commission européenne dans les années 1980 et 1990.

Chacun de ces personnages a une histoire, des opinions, une trajectoire, qui lui est propre ; pourtant à un moment où à un autre, tous se sont ralliés à l'idée d'unité européenne. Dès lors, on peut se poser la question, à l'instar de Sylvain Schirmann, : « *Comment expliquer qu'un certain nombre de personnalités, d'hommes d'Etat de premier plan aient pris le risque de s'engager au lendemain du second conflit mondial dans un processus de construction d'une Europe que la plus grande partie d'entre eux voyaient unie ?* »<sup>1</sup>

### Les motifs de l'engagement européen

#### *Une volonté commune de réconciliation des Européens*

Les Pères de l'Europe partagent une même volonté de pacification de l'Europe non pas par l'équilibre des puissances, comme après le Congrès de Vienne de 1815, mais par la réconciliation des nations européennes.

Nombre d'entre eux ont grandi à proximité de frontières, parfois mouvantes, comme Robert Schuman, né Allemand à Luxembourg qui devient Français après le rattachement de la Moselle à la France, ou Alcide de Gasperi, qui commence sa carrière politique au parlement autrichien d'Innsbruck pour la terminer comme président du Conseil des ministres italien. Joseph Bech, Paul-Henri Spaak et Johan Willem Beyen dirigent les pays du Benelux, une union douanière constituée pour repousser les frontières trop étroites de ses membres. Enfin Konrad Adenauer est originaire de Cologne, la grande ville la plus à l'ouest d'Allemagne, proche de la Sarre et de la Ruhr, des régions qui furent sujet de disputes entre les pays d'Europe au lendemain des deux conflits mondiaux.

De plus, tous ont subi et combattu le totalitarisme nazi ou la dictature fasciste. Alcide de Gasperi est emprisonné pour son opposition à Mussolini en 1927, sort que subissent également, face au nazisme, Konrad Adenauer en 1934 et 1944 et Robert

---

<sup>1</sup> Sylvain Schirmann (dir.), *Robert Schuman et les Pères de l'Europe : Cultures politiques et années de formation*, Publications de la Maison Robert Schuman, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2008, p.17.

Schuman en 1940. Joseph Bech est contraint à l'exil avec son gouvernement, de même que Beyen qui prend la route de l'exil en 1940, suite à ses relations conflictuelles avec l'administration nazie lorsqu'il occupe la fonction de directeur d'Unilever.

De cette période, les Pères de l'Europe retirent une conviction : la paix passera par la réconciliation des peuples. Dès 1946, Konrad Adenauer, dans une Allemagne défaite, sans Etat, toujours divisée en zones d'occupation, pense la place du peuple allemand dans l'Europe nouvelle : **« L'Europe ne sera possible que si une communauté des peuples européens est rétablie, dans laquelle chaque peuple fournit sa contribution irremplaçable, insubstituable à l'économie et à la culture européennes, à la pensée, la poésie, la créativité occidentales » (Konrad Adenauer, Discours de Cologne, 24 mars 1946, devant l'Union chrétienne-démocrate de la zone d'occupation britannique)**. Cette même idée que l'unité des Européens est une nécessité pour le maintien durable de la paix est au cœur de l'acte fondateur de la construction européenne, la Déclaration du 9 mai 1950 : **« La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques » (Robert Schuman, Déclaration du 9 mai 1950)**. Alcide De Gasperi, faisant face aux sénateurs communistes italiens, opposés au projet, l'énonce encore : **« La raison [de ce projet] est le besoin de trouver une façon d'arrêter la menace d'un retour du militarisme allemand et corriger l'erreur faite à l'époque de Poincaré quand on pensait qu'occuper la Ruhr était la solution » (Alcide De Gasperi, Discours devant le Sénat italien, 15 mars 1952)**. Enfin, en 1952, quelques semaines après la mise en place des institutions de la CECA, Jean Monnet explique à la presse américaine : **« Aussi longtemps que l'Europe restera morcelée, elle restera faible, et sera une source constante de conflits. [...] Avec le plan Schuman et avec l'armée européenne<sup>2</sup>, nous avons posé les fondations sur lesquelles nous pourrions construire les États-Unis d'Europe, libres, vigoureux, pacifiques et prospères. » (Jean Monnet, Discours devant le National Press Club, 30 avril 1952, Washington)**.

### Une Europe unie sera une Europe prospère

Dès l'entre-deux-guerres, l'idée d'une union économique de l'Europe est avancée, notamment par les milieux industriels. Créer une union douanière européenne serait pour les industries une manière d'obtenir de nouveaux débouchés, permettant de produire en plus grande quantité et donc à moindre coût (économies d'échelles). La solution envisagée est l'organisation de cartels internationaux sectoriels, comme l'Entente internationale de l'Acier, créée en 1926. L'idée d'union douanière est en particulier portée par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, qui ont déjà mis en place ce type d'organisation entre eux : l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), créée en 1921 entre la Belgique et le Grand-duché, avec levée des frontières et parité des monnaies, et le Benelux, dont la convention est signée le 5 septembre 1944, avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'expérience de Joseph Bech en particulier sera précieuse lors des négociations du traité de Paris en 1951 puis des traités de Rome en 1957. Ayant du lors de son premier mandat de chef du gouvernement, en 1925, gérer les conflits causés par les dysfonctionnements techniques de l'UEBL, il envoie pour négocier les traités des délégations composées de praticiens et d'industriels autant que de diplomates ; les négociations ne perdent pas de vue le besoin essentiel des entreprises : élargir les marchés à la fois pour l'écoulement des marchandises et l'approvisionnement en matières premières.

---

<sup>2</sup> Le traité sur la Communauté européenne de défense (CED) est signé le 27 mai 1952 et sera abandonné après son rejet par l'Assemblée nationale française en 1954, sous l'effet d'un double vote négatif des députés gaullistes et communistes.

Le diagnostic reste le même après le second conflit mondial : le protectionnisme est vu comme le responsable des rivalités économiques et comme l'un des facteurs de la marche vers la guerre. « *Nous avons acquis, par la démonstration des faits, que les nations, loin de pouvoir se suffire à elles-mêmes, sont solidaires les unes des autres ; que le meilleur moyen de servir son pays est de lui assurer le concours des autres par la réciprocité des efforts et par la mise en commun des ressources* »<sup>3</sup>. Ainsi, si la rivalité pour les ressources économiques, notamment dans les bassins industriels du nord de la France et de la Ruhr, a mené à l'affrontement d'abord diplomatique puis militaire, leur mise en commun mènera à la coopération, d'abord industrielle, puis politique.

Enfin, le choix du marché commun en Europe de l'Ouest est presque concomitant avec l'instauration en Europe de l'Est du modèle d'économie planifiée, sous l'empire de l'Union soviétique, symbolisée par la création en 1949 du Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM, ou COMECON). Ce modèle d'économie centralisée et planifiée agit sur les gouvernements occidentaux comme un repoussoir au moment de réorganiser les économies, et le protectionnisme n'étant plus une option, le libre-échange apparaît comme le seul modèle économique viable

## Des Pères fondateurs unis par une tendance politique dominante : la démocratie chrétienne

Les partis démocrates chrétiens dans les différents pays d'Europe ont joué un rôle majeur dans la fondation de l'Europe unie. Issue de l'universalisme chrétien, l'idée d'unification, en particulier celle de l'Europe, traverse toutes leurs conceptions concernant la politique extérieure. La démocratie chrétienne invite au dépassement du fait national avec l'objectif d'éliminer les conflits engendrés par leurs divisions. Dès l'entre-deux-guerres, des initiatives de coopération sont lancées entre les formations démocrates chrétiennes des pays d'Europe, comme le Secrétariat international des partis démocratiques d'inspiration chrétienne (SIPDIC). Dans les années 1945-1950, la démocratie chrétienne joue un rôle majeur car elle apporte une réponse à deux menaces : celle de la guerre, dont le souvenir est encore douloureux, en répondant notamment à la question allemande ; et celle du communisme, se posant en alternative à l'internationalisme socialiste. Au début des années 1950, ces atouts font des partis démocrates chrétiens des forces politiques majeures dans les systèmes politiques des six Etats adhérant à la CECA.

Cette puissance politique est ce qui a donné aux fondateurs les moyens d'agir : « les pères fondateurs [...] sont les véritables metteurs en scène de l'unité européenne sur la scène publique parce qu'ils ont pu accéder au cercle magique du pouvoir qui leur a donné la force de transformer la vie politique »<sup>4</sup>. On peut dire que le succès de la proposition de Robert Schuman, membre du MRP, le 9 mai 1950 tient aussi au fait qu'il a adressé cette proposition à des responsables qui, comme lui, se réclamait majoritairement de la démocratie chrétienne, notamment Konrad Adenauer, chef de file de la CDU et Alcide De Gasperi, fondateur de la Démocratie chrétienne italienne.

Au-delà de la seule intégration économique, Adenauer, De Gasperi et Schuman partageaient une vision fédérale de l'Europe, de même que leurs partis. La démocratie chrétienne fut ainsi la première force politique à se doter d'un groupe parlementaire uni au sein de l'Assemblée de la CECA, manifestant ainsi l'importance qu'elle accordait aux institutions supranationales. Le projet de Communauté européenne de défense est une occasion pour les dirigeants démocrates-chrétiens d'avancer leur projet d'intégration politique. Ainsi De Gasperi défendit-il, le 10 décembre 1951, un programme d'unification

<sup>3</sup> Robert Schuman, *Pour l'Europe*, 5<sup>ème</sup> édition Paris, Fondation Robert Schuman - Nagel, 2010.

<sup>4</sup> Gérard Bossuat, *Les fondateurs de l'Europe unie*, Paris, Belin, 2001.

politique fédéraliste, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Ce programme fut soutenu par Adenauer et Schuman, mais fut rejeté par les Premiers ministres belge Paul van Zeeland et français Georges Bidault.

« *L'enterrement de la CPE et l'échec de la CED peuvent apparaître comme une défaite de la démocratie chrétienne à laquelle ces Communautés s'identifient plus que les autres réalisations des années 1950.* »<sup>5</sup> Les dirigeants démocrates-chrétiens seront cependant les principaux acteurs de la relance de la construction européenne lors de la Conférence de Messine de 1955, qui aboutira à la signature des Traités de Rome du 25 mars 1957 et à la création de la Communauté économique européenne (CEE) et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou EURATOM).

## Conclusion

Nombreux sont les facteurs qui ont amené les Pères de l'Europe à se retrouver dans la proposition de Robert Schuman le 9 mai 1950. Tous partagent une même expérience des guerres, des effets négatifs et pervers du protectionnisme et de la politique d'affaiblissement de l'Allemagne portée par le Traité de Versailles de 1919. Tous partagent aussi une même vision du chemin à suivre pour que l'Europe renoue avec la prospérité, et une orientation politique proche, chez chacun d'entre eux, des idéaux universalistes de la démocratie chrétienne. Ces expériences communes ont implanté chez ces hommes d'Etat la vision d'une Europe unifiée par l'économie vecteur de paix, organisée par la coopération entre les Etats et les peuples et un jour achevée par l'unité politique.

## Références bibliographiques :

- Jean-Dominique Durand, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Bruxelles, Complexe, 1995.
- Gérard Bossuat, *Les fondateurs de l'Europe unie*, Paris, Belin, 2001.
- Sylvain Schirman (dir.), *Robert Schuman et les Pères de l'Europe : Cultures politiques et années de formation*, Publications de la Maison Robert Schuman, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2008.
- Yves Bertoncini, Thierry Chopin, Anne Dulphy, Sylvain Kahn, Christine Manigand (dir.), *Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Paris, Armand Colin, 2008.
- Pierre Gerbet (dir.), Gérard Bossuat, Thierry Grosbois, *Dictionnaire historique de l'Europe unie*, Paris, André Versailles, 2009.
- Robert Schuman, *Pour l'Europe*, 5<sup>ème</sup> édition Paris, Fondation Robert Schuman - Nagel, 2010. Traduction anglaise : *For Europe*, 1st edition Paris, Fondation Robert Schuman - Nagel, 2010. Traduction allemande : *Für Europa*, 2. auflage Paris, Fondation Robert Schuman - Nagel, 2010.

---

<sup>5</sup> Anne Dulphy, « Démocrates-chrétiens (Europe des) », in Yves Bertoncini, Thierry Chopin, Anne Dulphy, Sylvain Kahn, Christine Manigand (dir.), *Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Paris, Armand Colin, 2008.